



Conseil d'Administration de l'AEFE, Paris le 11 mars 2026

Monsieur le Président du Conseil d'Administration,
Madame la Directrice Générale de l'Agence,
Mesdames les Administratrices, Messieurs les Administrateurs,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour ce deuxième conseil d'administration ordinaire de l'année scolaire 2025-2026, mais nous le faisons dans un contexte de crise sans précédent. L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) est à l'agonie. Elle se meurt sous nos yeux, étranglée par des choix budgétaires et structurels boiteux dont les effets dévastateurs se propagent à travers tout le réseau.

Les décisions du 18 décembre 2025, imposant le transfert de la charge des pensions civiles des personnels détachés vers les établissements et donc, in fine, vers les familles ont allumé une poudrière mondiale. Ce n'est plus une simple réforme, c'est un casus belli. Les orientations actuelles ne laissent plus aucun doute : l'État Français se désengage méthodiquement, patiemment, mais sûrement. Il transforme en silence son modèle éducatif à l'étranger, abandonnant sa mission régaliennne auprès de plus de 400 000 élèves, répartis dans 612 établissements à travers 138 pays. Une dérive gravissime que la FCPE dénonce avec la plus grande fermeté.

Pendant ce temps, la réduction drastique des postes de titulaires et l'inflation des recrutements locaux posent une question existentielle : quel avenir pour un enseignement français privé, peu à peu, de ses enseignants formés à ce modèle ? Jusqu'où laissera-t-on cette imposture pédagogique se développer ?

Du Maghreb à l'Asie, de l'Europe aux Amériques, les familles se mobilisent, les conseils d'établissement s'inquiètent, les représentants de parents tirent la sonnette d'alarme. Depuis des mois, une mobilisation croissante traverse le réseau, avec une intensité particulière au Maroc, premier réseau AEFE au monde. Cette mobilisation n'a rien d'un mouvement corporatiste ou conjoncturel. Elle est le symptôme d'une rupture de confiance désormais profonde entre les familles et la gouvernance de tutelle. Les familles ont compris, jour après jour, qu'elles sont devenues la principale et unique variable d'ajustement budgétaire d'un système qu'elles soutiennent pourtant avec fidélité et au prix de sacrifices financiers considérables.

Nous ne sommes plus face à un ajustement technique. Nous sommes face à une crise politique majeure. Et nous exigeons des réponses politiques à la hauteur.

Au Maroc, où les préoccupations ne cessent de croître, l'État n'a pas encore apporté la réponse attendue. En effet avec près de 40 000 élèves, le Maroc est l'un des piliers du réseau de l'enseignement français à l'étranger. Au-delà de l'école, c'est un levier stratégique pour la relation franco-marocaine, un outil de coopération majeur en Méditerranée, en Afrique et dans l'espace francophone. Dans un monde où la compétition éducative fait rage, sa stabilité conditionne le rayonnement de la langue française, la formation des élites bilingues et la

solidité de partenariats durables. Les tensions actuelles dépassent les seuls enjeux tarifaires. Elles touchent à la confiance et à la crédibilité. La question est aujourd'hui politique, et elle est brutale : soit l'État français assume enfin un engagement fort et visible au Maroc, soit il laisse s'installer une privatisation rampante. L'ambiguïté actuelle n'est plus tenable. Elle tue la confiance. Et les points de crispation s'accumulent considérablement :

À Rabat où les parents du pôle dénoncent avec force l'opacité du projet immobilier Saint-Exupéry. Annoncé à 18 M€, le budget aurait été ramené à 11,7 M€, sans la moindre explication. Pendant ce temps, le pôle dispose de réserves considérables, accumulées grâce aux hausses successives des frais de scolarité. Pourquoi ne pas utiliser une partie de ces réserves pour limiter la hausse prévue de 7% en 2026 et éviter d'exclure les classes moyennes ? L'absence de transparence dans une capitale diplomatique aussi stratégique constitue une faute grave. Elle appelle d'urgence un audit indépendant et un réexamen immédiat de la trajectoire financière.

Au lycée Lyautey du grand pôle Casablanca, les infrastructures vieillissent, les espaces se dégradent, et rien ne bouge. Le blocage du recours à l'emprunt pour les EGD empêche toute rénovation sérieuse, tandis que la diminution des personnels détachés alimente un sentiment de déclassement pédagogique. Après dix ans de promesses non tenues, l'exaspération des parents est à son comble. Cette inertie, dans un pôle aussi stratégique, constitue une faute politique majeure.

À Tanger, en 2025, après un sinistre, les familles ont subi une délocalisation forcée vers des locaux provisoires aux loyers exorbitants révélant les graves défaillances de gouvernance antérieures. Les réserves accumulées pour les projets immobiliers ont été dilapidées sans contrôle, sans transparence. Aujourd'hui, l'annonce d'une hausse de 6,9% des frais, après des années de sacrifices, achève de détruire la confiance. C'est une décision injustifiable, vécue comme un mépris à l'égard des familles qui tiennent le réseau à bout de bras.

À Fès-Meknès, où le public est majoritairement composé de familles marocaines de classe moyenne, fidèles au système français depuis des générations, celles-ci sont prises en étau. Les hausses de frais s'enchaînent, désormais insoutenables. Ces familles n'ont aucune alternative : elles sont captives d'un système sans visibilité.

Marrakech ville en pleine expansion, pôle international majeur, elle voit la demande scolaire exploser, mais les capacités d'accueil restent insuffisantes. Depuis 2025, 220 à 250 élèves français sont sur liste d'attente, malgré un projet de nouvelles classes. La hausse annoncée des frais de 7% sans visibilité pluriannuelle fragilise un public international exigeant et mobile, qui pourrait tourner le dos au système français. Au-delà du coût, les familles s'interrogent sur la stratégie à moyen terme du réseau, sur son avenir, sur la survie même de la mixité sociale, pilier de notre modèle.

En conclusion au Maroc, préserver l'accès au réseau AEFÉ n'est pas un enjeu éducatif parmi d'autres. C'est un défi stratégique pour la relation franco-marocaine et pour le rayonnement de la francophonie. Et pour l'instant, la France reste silencieuse.

L'Europe, le cœur du continent se fissure. Le réseau européen, vitrine de l'excellence française, est aujourd'hui en train de se déliter. Les tensions y sont les mêmes, et les dégâts tout aussi profonds.

À Bruxelles, la vitrine diplomatique de la France en Europe se transforme en réseau élitiste et inégalitaire. Des familles fuient vers les écoles belges ou internationales anglophones pendant que l'Allemagne et le Royaume-Uni consolident leurs positions. Perdre Bruxelles, c'est perdre une part de l'influence française en Europe. Et nous sommes en train de la perdre.

Au Portugal, à Lisbonne et Porto, hausse des frais de 10,5%, des postes de détachés supprimés, nombreux contractuels non formés. Des préfabriqués indignes, des loyers exorbitants à Porto. Les familles sont piégées : celles du primaire se tournent vers les écoles locales, celles du secondaire subissent un coût insoutenable. Le rayonnement culturel et diplomatique de la France recule, laissant le champ libre aux écoles anglo-saxonnes.

En Grèce, à Athènes comme à Patras, les familles expriment une inquiétude croissante face à la hausse des frais de scolarité et aux difficultés d'investissement dans les infrastructures. Dans un contexte économique encore fragile, l'accessibilité du réseau français devient un enjeu réel. Plusieurs s'interrogent également sur l'adaptation de Parcoursup aux profils internationaux. La France perd en crédibilité en Méditerranée orientale, tandis que États-Unis et Royaume-Uni renforcent leur influence éducative.

En conclusion en Europe : l'AEFE s'effrite, la crédibilité française s'effondre. L'urgence est absolue.

Des inquiétudes convergentes dans tout le réseau.

Partout, les mêmes cris : hausse des frais, affaiblissement pédagogique, précarisation des enseignants, perte de sens. Ces inquiétudes ne sont pas un rejet du modèle français. Elles sont l'expression d'un attachement profond à sa qualité, à sa mission, et de l'exigence légitime que cet engagement soit respecté et préservé.

IV. Attentes vis-à-vis de la mission parlementaire :

La mission conduite par la sénatrice Samantha Cazebonne intervient à un moment critique et suscite des attentes immenses. La FCPE attend des actes, pas des promesses. Nous exigeons :

- Une clarification immédiate de la doctrine de l'État sur le financement des personnels détachés ;
- Un engagement budgétaire pluriannuel, stable et lisible ;
- Une trajectoire financière transparente, associant les représentants des parents et des personnels ;
- Une transparence totale sur les budgets, les réserves et les projets immobiliers ;
- Un audit indépendant des EGD, en particulier au Maroc, au Portugal, à Bruxelles et en Grèce ;
- Une concertation locale obligatoire avant toute décision impactant les familles ;
- La préservation impérative de la mixité sociale et de l'accessibilité ;
- Un équilibre assumé entre personnels titulaires et recrutés locaux ;
- La levée immédiate du blocage lié au classement en ODAC, qui prive les EGD de tout moyen d'investissement ;

- Une reconnaissance réelle des profils plurilingues dans l'enseignement supérieur, avec une adaptation urgente de Parcoursup.

Solidarité nationale et interventions urgentes :

Le réseau vacille. L'intervention des ministères de l'Europe et des Affaires étrangères, de l'Éducation nationale, de l'Économie et des Finances, de l'Enseignement Supérieur et du Ministère délégué chargé des Français de l'étranger n'est plus une option : c'est une obligation financière, structurelle, pédagogique. Chaque jour qui passe, chaque incertitude qui s'installe fragilise un peu plus les établissements, les familles et le rayonnement même de la France.

Agir, c'est garantir le financement des personnels détachés. C'est lever les verrous qui paralysent les projets immobiliers. C'est sécuriser la mixité sociale. C'est envoyer un signal politique fort : la France défend son modèle éducatif international, elle protège ses élèves, elle assume sa présence dans le monde.

Sans une intervention immédiate et structurée de ces ministères, le réseau continuera de se déliter. Les familles partiront. La crédibilité française s'effondrera. Face aux concurrents européens et anglo-saxons, nous serons écartés. L'heure n'est plus aux ajustements techniques. L'heure est à l'action politique, ferme, rapide, déterminée. Il s'agit d'un enjeu de solidarité nationale et de stratégie d'État.

Monsieur le Président du conseil d'administration,
Madame la Directrice générale de l'Agence,
Mesdames et Messieurs les administrateurs,

Nous ne venons pas, aujourd'hui, dresser un énième constat. Nous venons sonner l'alerte rouge.

La réforme à venir ne pourra pas être une simple opération budgétaire déguisée. Elle devra être politique, stratégique, équitable. Au service du partenariat, du rayonnement, de l'avenir.

Les familles n'attendent pas des promesses.

Elles exigent une vision.

Elles exigent un cap.

Elles exigent que la France tienne enfin sa promesse éducative universelle et ses engagements internationaux.

Je vous remercie de votre écoute

Moulay Driss EL ALAOUI
Chargé de l'enseignement Français à l'étranger